Le gouvernement profite de l'état d'urgence sanitaire qui confie à l'exécutif des pouvoirs exceptionnels pour accélérer ses restructurations destructrices : NRP et démétropolistation à la DGFiP, transfert des missions douanières, mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique, privatisation du tri des billets à la Banque de France... Externalisations, interdirectionnalité et interministérialité touchent toutes nos administrations et établissements. Concrètement, ce sont des centaines de services, de guichets d'accueil, qui ont fermé au 1er janvier 2021.

Ils poursuivent les suppressions d'emplois massives à l'œuvre depuis près de 20 ans de manière continue. Pire, aujourd'hui, c'est un véritable plan de licenciement qui est à craindre dans le secteur de l'action sociale au ministère, avec la vente envisagée des centres de vacances des administrations financières.

Dans ce contexte, avec la loi sécurité globale et ses décrets du 2 décembre, le gouvernement se donne les outils pour surveiller, réprimer et essayer de contenir la contestation et les luttes sociales. Ces atteintes à nos droits et libertés construisent un avenir où violences sociales, répression et violences étatiques seront facilitées.

Les manifestations pour l'abandon de la proposition de loi « sécurité globale » dans tout le pays ont d'ores et déjà réuni des centaines de milliers de personnes. Leur succès a fragilisé la position du gouvernement et nourri une crise politique autour de l'article 24.

PLUS QUE JAMAIS, FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT EST UNE NÉCESSITÉ ! ET C'EST POSSIBLE !

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Mais le compte n’y est pas : c’est le retrait total de la proposition de loi « Sécurité globale » que nous revendiquons.

fichiers: Télécharger com_fd_12012021.pdf (155.9 Ko)

Public: Infos / actions

FD Finances

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank